

L'Adresse—M. Blaikie

sujet. C'eût été particulièrement utile dans des régions comme le Québec et les provinces de l'Atlantique où sévit le chômage et où le besoin de tels travaux se fait particulièrement sentir.

J'ai dit que le discours du trône était très révélateur au sujet de l'environnement à cause de ce qui ne s'y trouve pas. Le discours du trône est absolument silencieux au sujet de l'engagement que le parti progressiste conservateur avait pris au cours de la campagne électorale de procéder à une enquête complète sur le secteur nucléaire. Cette promesse remonte à 1979. Il semblait que le gouvernement conservateur de l'époque entendait la respecter, mais, nous le savons, il n'en a pas eu la chance. Par contre, le gouvernement actuel exerce le pouvoir depuis deux ans. Je n'ai cessé de harceler le gouvernement pour qu'il remplisse cette promesse qu'il avait renouvelée à l'occasion des élections de 1984. Même après Tchernobyl et les rencontres internationales de Vienne dont l'ancien ministre de l'Énergie avait dit qu'il fallait attendre les résultats avant que le gouvernement ne décide quoi que ce soit au sujet d'une enquête, nous constatons que le discours du trône ne dit rien au sujet d'une enquête de ce genre.

• (1630)

Malheureusement le nouveau ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Masse) a fait une déclaration non pas à la Chambre ni dans le discours du trône, déclaration qui n'était pas destinée aux Canadiens et qui n'a même pas été faite au Canada, mais à la réunion internationale de Vienne. On peut lire dans son communiqué de presse officiel: «Le ministre a réaffirmé l'engagement du Canada envers l'énergie nucléaire. Que la position du Canada soit bien claire, nous sommes bien décidés à faire usage de l'énergie nucléaire». C'est la position qu'a prise à Vienne le nouveau ministre de l'Énergie. Si c'est la position du gouvernement, pourquoi ne pas dire franchement aux Canadiens, à la Chambre des communes, que le parti progressiste conservateur ne tiendra pas sa promesse concernant une enquête à grande échelle sur l'industrie nucléaire au Canada?

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a abordé à cette conférence d'autres sujets, à mon avis intéressants, comme l'irradiation des aliments qui, comme nous le savons, est pour le moins sujette à controverse, mais non dans l'esprit du ministre de l'Énergie. Il a déclaré que l'irradiation des aliments, par exemple, est devenue indispensable au progrès humain. Indispensable au progrès humain, monsieur le Président. Je ne peux pas accuser le nouveau ministre de l'Énergie de nous cacher ses vues sur l'énergie nucléaire.

Je demande au gouvernement de nous indiquer clairement quelle est sa position officielle à propos de questions comme l'irradiation des aliments. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) nous a donné une bonne idée de la politique du gouvernement aujourd'hui en répondant à une question de la députée de Leeds—Grenville (M^{me} Cossitt). Pour sa part, il est prêt à accepter la décision que l'irradiation des aliments ne présente aucun danger.

Le gouvernement a adopté, dans ce cas, un point de vue purement technocratique. Il est prêt à accepter, les yeux fermés, qu'on mette toute cette confiance dans les avis d'experts; l'esprit critique dont le gouvernement faisait montre à l'égard de ces technologies, notamment en 1979, a complètement disparu pour des raisons internes ou parce qu'il s'incline, comme

de nombreux gouvernements avant lui, devant l'avis des ministères. Quoi qu'il en soit, monsieur le Président, le gouvernement n'a pas tenu sa promesse.

Le ministre de l'Énergie a aussi déclaré ceci à Vienne, en parlant de l'inquiétude du public au sujet de l'industrie nucléaire et de la nécessité de l'apaiser: «L'acceptation doit être fondée sur la compréhension et non sur la propagande». C'est bien, mais je dis au ministre de l'Énergie que s'il est intéressé à comprendre que la politique nucléaire canadienne ne peut être basée sur la propagande, elle ne peut être basée sur la secret non plus. Elle ne peut pas être basée sur un gouvernement qui refuse de faire des annonces et des énoncés de politique importants sur l'industrie nucléaire à la Chambre des communes. Les ministres de l'Énergie responsables de cette industrie ne favorisent pas la compréhension quand ils refusent de donner l'occasion de débattre sérieusement la question et quand tout se fait à huis clos.

Comme bon nombre d'entre vous le savent sans doute, face au refus persistant du parti conservateur de remplir ses promesses, nous avons fait ce que nous pouvions pour donner aux Canadiens l'occasion d'exprimer leur opinion sur la participation du Canada à l'option nucléaire. C'est la raison pour laquelle le Nouveau parti démocratique a annoncé en juillet que les néo-démocrates tiendront leur propre enquête et qu'ils parcourront le pays pour en discuter avec les gens.

Le discours du trône a fait mention des pluies acides et de la—j'ai oublié les termes exacts—détermination du Canada de faire quelque chose à propos des pluies acides, ou quelque chose comme cela. Il y a eu cette mention, fort bien, mais je continue à penser que sur la question des pluies acides, du moins dans son aspect international, transfrontalier, avec les États-Unis, le Canada n'a fait que se plier honteusement à la volonté de l'administration Reagan. En fait, le gouvernement américain a réussi au delà de ses espérances à renvoyer cette question à cinq ans, c'est-à-dire quand le mandat de Ronald Reagan aura pris fin. Le seul progrès que nous puissions espérer au cours des cinq prochaines années, à moins que le Congrès n'aboutisse à quelque chose, réside dans les crédits que le gouvernement américain a débloqués pour la recherche sur des technologies non polluantes d'utilisation du charbon, mais rien ne nous garantit que cette recherche aboutira ni qu'elle aura pour résultat de réduire les émissions acides.

Je vois que le ministre de l'Environnement (M. McMillan) est présent. Il aura peut-être l'occasion de nous expliquer pourquoi un autre problème transfrontalier ne figure pas—par simple oubli, peut-être—dans le discours du trône, la pollution de la Niagara. Le fait qu'on ait omis d'en parler comme d'une question majeure en matière d'environnement, au même titre que les pluies acides, dans le cadre des relations canado-américaines, va peut-être induire nos voisins en erreur. Il est fort regrettable qu'on ne l'ait pas fait. A la première occasion, j'espère que le ministre saura montrer aux Américains que le Canada ne compte pas moins, malgré cet oubli, obtenir un accord valable en la matière.

C'est maintenant à titre de citoyen de l'Ouest que je voudrais aborder une question très importante, celle de la transition politique qui est en train de se produire, surtout dans les Prairies. Elle découle des nombreuses promesses non tenues que le parti progressiste conservateur a faites aux Canadiens